

Communiqué d'Andry Rajoelina, président de la HAT

"C'est ma responsabilité en tant que Président de la Transition de donner la parole au Peuple malgache"

Agence NEWS Press 18/02/10

Madagascar, mon pays, est en train de s'enliser dans une crise politique d'une extrême gravité, et aucune issue n'est en vue pour le moment. Cette situation est le résultat de la série d'évènements suivants.

Au mois de mars dernier mon prédécesseur, Marc Ravalomanana, réveillé par un mouvement populaire sans précédent, a enfin pris conscience des limites de son exercice autocratique du pouvoir. Il a décidé de quitter le pays, et a confié le pouvoir à un directoire militaire, lequel directoire a ensuite considéré qu'il était juste de me transférer ce pouvoir, ainsi que la constitution l'y autorisait. La **Haute Cour Constitutionnelle malgache, composée de membres nommés par Marc Ravalomanana, a validé ces actions et a décrété qu'elles étaient conformes à la Constitution.**

La Communauté internationale, cependant, s'est insurgée contre ce qu'elle a appelé un « putsch » ou un « coup d'état » - termes contre lesquels je m'oppose vigoureusement, car ce n'est pas seulement par l'approbation de la Haute Cour Constitutionnelle, mais aussi par la volonté d'une large majorité du peuple malgache que je suis à la tête de la Haute Autorité de la Transition.

Dès que j'ai pris le pouvoir, j'ai clairement dit que cette période de transition serait aussi courte que possible. **J'ai demandé un retour à l'ordre constitutionnel par un référendum rapide et par des élections transparentes et démocratiques.** J'ai demandé à la communauté internationale de soutenir mon pays dans ces efforts.

La réponse (qu'elle vienne des Nations Unies, de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie comme de la Southern African Development Community) a consisté à imposer une transition « consensuelle et inclusive », sous la menace de sanctions. Dans ces sanctions il y a la suspension de l'aide économique sans laquelle mon pays est condamné à sombrer dans un chaos inévitable et durable. Le principe d'une transition « consensuelle et inclusive » est tout à fait louable en soi. Malheureusement, ce principe s'est heurté à la réalité malgache, réalité dont la communauté internationale n'a pas été apparemment capable de mesurer ou d'apprécier les limites.

Quelle sorte de consensus pourrait-on trouver avec l'ancien président qui est détesté par son peuple, qui a pillé son pays pour son avantage exclusif, et qui a ordonné de tirer sur une foule désarmée qui démontrait sa volonté légitime de voir un changement de régime ?

Pourquoi exiger à tout prix qu'un processus de réconciliation nationale inclue deux anciens chefs d'état, l'un qui a été destitué par l'Assemblée Nationale, et l'autre qui est sous le coup de poursuites judiciaires graves, et dont la représentation politique à Madagascar est quasi non existante?

Comment peut-on imaginer qu'une solution « consensuelle et inclusive » puisse être trouvée avec des chefs de partis et des anciens chefs d'état qui ont été destitués par le Peuple malgache et qui sont revenus sur la scène politique par leur seul art stratégique ? Pourquoi, quand leur seul but est de demander plus que ce qui est raisonnable pour bloquer les compromis et servir seulement les forces de l'inertie, devrais-je être tenu comme seul responsable de l'échec des négociations ?

Il y a, à Madagascar, des forces vives qui sont beaucoup plus représentatives du peuple et de ses aspirations que ceux qui sont responsables des échecs du passé et qui démontrent encore aujourd'hui leur incapacité à surmonter de purs intérêts partisans.

J'avais cependant accepté, sous la pression des autorités internationales et en prenant en considération le risque de sanctions éventuelles pour mon pays, de transiger avec les chefs de partis désignés par ces autorités. Mon espoir était que, si nous sommes guidés exclusivement par l'intérêt du Peuple et du Pays, nous pouvions trouver une voie consensuelle pour organiser des élections rapides.

Le lecteur doit se souvenir que, en dépit du fait que j'ai le soutien d'une grande majorité du Peuple malgache de l'armée, j'ai, lors des diverses négociations à Antananarivo, Maputo et Addis-Abeba, accepté davantage de compromis que de raison, en regard du large soutien que j'avais à la base. Mais ce n'est pas assez pour mes interlocuteurs. Leur esprit revanchard et leur appétit du pouvoir submergent l'intérêt général.

Et le Peuple malgache attend depuis six mois, impatiemment, la fin d'une médiation illusoire et contre-nature. Madagascar est l'otage d'une logique qu'elle ne comprend pas. Puisqu'il n'y a aucune issue en vue et que le pays est au beau milieu d'une longue stagnation, mes compatriotes sont devenus des victimes. Il faut de toute urgence mettre fin à cette situation.

J'ai pris donc la décision d'arrêter de participer aux soi-disant « négociations de Maputo ». C'est ma responsabilité en tant que Président de la Transition de donner la parole au Peuple malgache. Seule une autorité légitime pourra démocratiquement mettre fin à cette difficile période.

J'ai nommé un nouveau Premier Ministre qui dirigera le gouvernement en place, Premier Ministre que je confirme aujourd'hui dans ses fonctions et dont l'unique mission, en dehors de la gestion des affaires courantes, est d'organiser les prochaines élections. Je peux annoncer que l'élection des membres de l'Assemblée Constituante de la Quatrième république se tiendra le 20 mai 2010 (Ndt : cette date n'a pas été retenue, à la suite de la réunion sur les élections, tenus ultérieurement). À cette date, le gouvernement actuel démissionnera.

Je nommerai alors un nouveau Premier Ministre qui appartiendra au parti qui aura obtenu la majorité aux élections. Ce Premier ministre aura la responsabilité de former un nouveau gouvernement, en tenant compte de la représentation des différences forces politiques au nouveau parlement. Ce gouvernement résultant des élections législatives aura la charge d'organiser les élections présidentielles afin que le nouveau Président de la République puisse prendre ses fonctions avant le 26 juin.

Après l'échec Maputo, il n'y a aucune autre solution de mettre fin à cette crise. **Le Peuple malgache doit avoir la liberté de choisir son propre avenir. Puisse la communauté internationale comprendre qu'il n'y a aucune autre alternative et nous aider à réintégrer l'ordre constitutionnel ».**

Source : http://www.newspress.fr/Communique_FR_225355_2865.aspx